

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

Nom du Projet : Création d'emplois par le verdissement du secteur
des transports au Maroc DeveloPPP Green Jobs -IPRO ADM

N° du Projet : 12.1003.8-428.01

Pays : Maroc

N° CoSoft : 83472687

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° 83472687 ayant pour objet « **l'Accompagnement des agriculteurs dans la multiplication des semences autochtones dans les régions de Fès-Meknès, Marrakech-Safi, Beni-Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan-El hociema** » pour le Projet DeveloPPP Green Jobs.

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous **format PDF**, et **uniquement** à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **25 septembre 2024**.

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif en un seul fichier pdf, intitulé en **objet** :
83472687_Offre Technique et Dossier Administratif_Nom de votre société.pdf

Votre référence :
Notre référence :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Francfort-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394

N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

SL
ML

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- Les statuts ;
- Le justificatif d'inscription au registre de commerce « modèle 7 ou modèle J » datant de moins de 3 mois (point 12 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- L'attestation du chiffre d'affaires déclaré des 3 dernières années « modèle AAC241B-16I » délivrée par la DGI (point 14 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- L'attestation des salariés déclarés « Réf : 212-3-45 » délivrée par la CNSS (point 15 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Les attestations de référence d'un volume minimum de 100.000 dirhams, d'au moins 1 projet de référence dans le domaine « d'Accompagnement des agriculteurs dans les chaines de valeur vertes » et d'au moins 1 projet de référence à Fes-Meknès , Marrakech Safi, Beni-Mellal Khénifra Tanger-Tétouan El Hociema au cours des 3 dernières années (points 19/20/21 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Déclaration d'éligibilité et d'aptitude remplie cachetée et signée par le soumissionnaire.

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en objet :

83472687_Offre Financière_ Nom de votre société.pdf

Veuillez noter que **les offres techniques et dossiers administratifs d'une taille supérieure à 30 Mo** ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83472687** offre technique et dossier administratif 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83472687** offre technique et dossier administratif 2^{ème} partie

- **Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.**
- **Le soumissionnaire doit proposer un seul CV pour chaque profil demandé conformément aux Tdrs et au schéma d'évaluation de la partie technique des offres.**

- **Aucune description de l'équipe d'appui (backstopping) n'est requise. Si le soumissionnaire propose une équipe d'appui dans la note méthodologique, celle-ci ne fera pas l'objet d'évaluation. Elle ne doit pas figurer dans l'offre financière. Les CV de cette équipe ne doivent être fournis que si requis au niveau des Tdrs et schéma d'évaluation de la partie technique des offres.**
- **Tout CV additionnel non demandé dans les TdRs constituera un motif de rejet de l'offre du soumissionnaire.**
- **Quand il s'agit d'un pool d'experts, le nombre minimum / maximum d'experts demandé doit être respecté (Optionnel si le pool est demandé dans les TdRs) »**

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, avec la mention obligatoire « **83472687_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 12 septembre 2024.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les soumissionnaires seront notés en premier sur la qualité de leurs offres techniques. Seuls les soumissionnaires qui recevront un pourcentage de **50%** ou plus / **100%** pour leurs offres techniques seront considérés pour le dépouillement des offres financières.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 04/09/2024

The stamp is circular with the text "giz" in the center. Around the center, it reads "Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit" and "Bureau à Rabat". At the bottom of the stamp, it says "Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH".

Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires
5. Déclaration d'éligibilité et d'aptitude
6. Schéma d'évaluation technique

**Annexe 1 :
Conventions Particulières**

N° du contrat : **83472687**

Projet : Création d'emplois par le verdissement du secteur
des transports au Maroc DeveloPPP Green Jobs -IPRO ADM

N° du projet : 12.1003.8-428.01

Nom du contractant :

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 4, font partie
intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions
générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme
accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de
la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets
doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Le paiement se fera en TTC.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du Maroc. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le Maroc n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du Maroc qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le [portail de signalement](#), le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-iss.de => www.giz.de/en • About GIZ • Compliance • Whistleblowing.

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs-rice-s auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le contractant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9 Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

J
M

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des experts ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

¹ [https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-](https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions)

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes : Procurement of materials and equipment.

2.8.1. Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte. Dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant n'est autorisé à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations. La GIZ souligne expressément que ses contractants, et leurs propres fournisseurs, sont tous tenus, dans le cadre de l'exécution du contrat, d'observer et de respecter l'ensemble des embargos et autres restrictions commerciales imposés par les Nations unies, l'UE et la République fédérale d'Allemagne. Cela vaut notamment pour les sanctions actuelles de l'UE contre la Russie, la Biélorussie, la Crimée et les régions concernées de l'est de l'Ukraine¹. En conséquence, le contractant a l'obligation contractuelle de ne livrer que des marchandises qui ne tombent pas sous le coup de ces sanctions. En outre, le contractant est tenu d'apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations

adopted-following russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions

unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point.

2.8.2. Garantie du respect de embargos et autres restrictions commerciales en vigueur

Avant la conclusion éventuelle d'un contrat, la GIZ se réserve le droit de vérifier l'origine ou la provenance des marchandises qui lui sont proposées. Cette vérification vise à garantir le respect des embargos et d'autres restrictions commerciales en vigueur conformément au devoir de diligence de la GIZ. Cela concerne notamment les sanctions de l'UE actuellement en vigueur à l'encontre de la Russie, de la Biélorussie, de la Crimée et des territoires concernés de l'est de l'Ukraine² (et en premier lieu les règlements (UE) n° 833/2014 et 765/2006). En soumettant son offre, le soumissionnaire s'engage vis-à-vis de la GIZ, dans le cas où le marché est susceptible de lui être attribué – à apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Cela comprend notamment l'obligation de remplir, à la demande de la GIZ, une « déclaration sur l'honneur relative à la détermination de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées » et/ou de mettre à disposition les garanties d'origine exigées par la GIZ. Si le soumissionnaire ne remplit pas cette obligation ou ne la satisfait pas dans un délai raisonnable, son offre est rejetée. L'attribution du marché ne peut avoir lieu qu'à l'issue de la vérification de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées. Si cette vérification révèle des indices ou des faits empêchant l'attribution du marché au soumissionnaire, la GIZ en informe immédiatement ce dernier. En outre, dans ce cas, la GIZ se réserve le droit d'attribuer le marché au soumissionnaire suivant dans le classement du concours sous-jacent

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défacturés du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des

postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3 Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération

convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25.000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.



giz Service de coopération
allemande

TERMES DE RÉFÉRENCES

**Accompagnement des agriculteurs dans la multiplication des
semences autochtones dans les régions de Fès-Meknès, Marrakech-
Safi, Beni-Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan-El hoceima**

Table des matières	
1.Le Projet	3
2.Objectifs	3
3. Cible de la mission	3
4. Composantes de la mission	4
Composante 1 : Visite et Formation sur les Plateformes de Multiplication des Semences	4
Composante 2 : Atelier de conseil agricole sur les maillons de la chaîne de valeur	4
Composante 3 : Réseautage et Intégration dans la Chaîne de Valeur	5
5. Déroulement de la mission	5
5.1. Phase de préparation :	5
5.2. Phase de mise en œuvre :	5
5.3. Phase d'évaluation et synthèse :	5
5.4. Organisation des journées d'accompagnement par région Les journées d'accompagnement seront organisées selon le programme suivant :	6
6. Profil des experts	7
6.1. Team Leader :	7
6.2. Expert (e) 1 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Béni Mellal-Khénifra	8
6.3. Expert (e) 2 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Marrakech-Safi	9
6.4. Expert (e) 3 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Fès – Meknès	10
6.5. Expert (e) 4 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Tanger – Tétouan – El Hoceima ..	11
7. Chronogramme d'exécution	12
7.1. Phase de préparation	12
7.2. Phase de mise en œuvre	12
7.3. Phase d'évaluation et synthèse	13
7.4. Détail des déplacements des experts	13
8. Livrables attendus	14
9.Durée de la mission	15
10.Dossier de soumission	16
11.Evaluation des offres	16
12.Contrôle et suivi de la mission	16
13.Confidentialité	16
14. Annexe 1 : modèle pour le tableau de calcul de votre offre financière	17

1. Le Projet

Le projet « création d'emploi par le verdissement du secteur de transport au Maroc » est mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec les Autoroute du Maroc (ADM) et IPRO Consult.

Ce projet a été lancé dans le cadre du partenariat de développement du programme Partenariats de développement avec l'économie developPPP.de (Entwicklungspartnerschaften mit der Wirtschaft developPPP.de), que la GIZ met en œuvre pour le compte du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).

Le projet comporte quatre workpackages : Le premier établit un système de gestion des risques pour évaluer les zones à risques d'érosion hydrique, sur les autoroutes, en identifiant les zones à protéger par des mesures végétales antiérosives. Le deuxième développe une chaîne de valeur inclusive axée sur l'utilisation d'espèces végétales autochtones pour renforcer les infrastructures autoroutières, impliquant les communautés rurales voisines ce qui va permettre la création des emplois durables et améliorant les revenus ruraux. Le troisième renforce les compétences des acteurs le long de cette chaîne. Enfin, le quatrième volet encourage l'apprentissage et l'innovation pour maintenir la durabilité de ce projet.

Ce projet offre de nombreux avantages, notamment la préservation de la biodiversité locale, la valorisation des espèces végétales locales et la création d'emplois pour la population rurale. En intégrant ces techniques de verdissement dans la stratégie de développement du secteur de transport, une nouvelle chaîne de valeur émerge, permettant de concilier durabilité environnementale et développement économique.

2. Objectifs

Cette mission s'inscrit dans le cadre du workpackage 3 : Renforcement des capacités des acteurs tout au long de la chaîne de valeur des semences autochtones.

Dans le cadre de cette mission, nous visons l'initiation des agriculteurs, ayant déjà bénéficié des sessions de sensibilisation sur cette chaîne de valeur, pour l'apprentissage pratique des techniques de multiplication des semences autochtones présentes dans leur territoire. Cette initiation commence par l'accompagnement des agriculteurs dans la connaissance des semences autochtones sur le terrain, la visite des plateformes de multiplication des semences autochtones, l'apprentissage des étapes de la conduite technique de production des semences et plants au niveau des pépinières et le réseautage avec les différents acteurs de cette chaîne de valeur.

3. Cible de la mission

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la continuité des actions de renforcement des capacités des agriculteurs étant des acteurs opérationnels essentiels de la chaîne de valeur des semences autochtones.

Cette action a commencé depuis l'année 2023 par des sessions de sensibilisation de 1500 agriculteurs sur la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones au niveau des quatre régions pilotes du projet à savoir Beni Mellal-Khénifra, Fès- Meknès, Marrakech-Safi et Tanger-

Tétouan El Hoceima. Ces actions ont été réalisées conjointement avec l'appui de l'Office National du Conseil Agricole (ONCA) et les Autoroutes du Maroc (ADM).

Une présélection des agriculteurs a été réalisée sur la base des critères agricoles, géographiques et environnementales afin de ressortir les agriculteurs potentiels prêts à se lancer dans la production des semences autochtones au niveau de leurs propres terrains.

Un total de 240 agriculteurs a été identifié pour bénéficier du programme d'accompagnement sur le terrain dans le cadre de la présente mission en coordination avec les conseillers de l'ONCA dans les quatre régions pilotes du projet.

4. Composantes de la mission

La mission se déroulera selon les trois composantes ci-dessous :

Composante 1 : Visite et Formation sur les Plateformes de Multiplication des Semences

Les agriculteurs visiteront la plateforme spécialisée dans la multiplication des semences autochtones. Ils recevront une formation pratique sur les différentes étapes de la production des semences et plants, depuis la sélection jusqu'à la plantation, la transplantation et la récolte.

- **Activités :**
 - Visites guidées de la plateforme de multiplication des semences autochtones.
 - Démonstrations de la conduite technique de production en pépinière.

Composante 2 : Atelier de conseil agricole sur les maillons de la chaîne de valeur

L'objectif de cette composante est de fournir un conseil technique de près aux agriculteurs sur le terrain. Ce soutien vise à approfondir les connaissances acquises sur le terrain et à offrir des conseils personnalisés adaptés à chaque région pour optimiser chaque étape de la chaîne de valeur des semences autochtones.

- **Activités :**
 - Conseil personnalisé qui tient en compte les spécificités techniques et agronomiques de chaque région.
 - Discussion et réponse sur les questions spécifiques des agriculteurs.
 - Mise en place de groupes de discussion : partage d'expériences et des études de cas entre agriculteurs et experts.

Composante 3 : Réseautage et Intégration dans la Chaîne de Valeur

Cette composante vise à créer des liens entre les agriculteurs et les différents acteurs de la chaîne de valeur des semences autochtones. Cela inclut le réseautage avec d'autres agriculteurs, les conseillers de l'ONCA, les représentants des Autoroutes du Maroc (ADM), et les experts de la GIZ.

- **Activités :**
 - Organisation des échanges entre agriculteurs et experts.
 - Création d'un climat de réseautage pour favoriser la collaboration et le partage de connaissances.

5. Déroulement de la mission

Pour assurer un meilleur déroulement de la présente mission, les experts(es) suivront les étapes de préparation, de mise-en-œuvre et d'évaluation décrites ci-dessous dans les quatre régions Fès-Meknès, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Beni Mellal-Khénifra et Marrakech-Safi :

5.1. Phase de préparation :

- Prise de contact avec les experts de GIZ, d'ADM et les conseillers de l'ONCA.
- Visite préliminaire des sites d'accompagnement des agriculteurs (pépinières et plateformes de multiplication de semences autochtones d'ADM).
- Documentation sur le projet, sur le déroulement et les résultats des sessions de sensibilisation des agriculteurs.
- Élaboration d'un plan d'accompagnement des groupes d'agriculteurs adapté par région pour les trois composantes et par journée d'accompagnement.
- Rédaction des fiches et des supports d'accompagnement pour les agriculteurs.

5.2. Phase de mise en œuvre :

- Organisation des sessions d'accompagnement en coordination avec les agriculteurs bénéficiaires et en concertation avec la GIZ et l'ONCA.
- Réalisation des trois composantes concernées par la présente mission.
- Appui à la préparation des supports de présentation et de matériel pédagogique appropriés.
- Animation des sessions et des ateliers de consultations en utilisant une approche participative et interactive.

5.3. Phase d'évaluation et synthèse :

- Collecte de données qualitatives et quantitatives sur les connaissances acquises et les changements de compréhension des agriculteurs accompagnés.
- Suivre le niveau d'apprentissage des agriculteurs au cours des trois journées d'accompagnement
- Rapport détaillé sur les résultats de l'évaluation et les recommandations pour les prochaines sessions.

5.4. Organisation des journées d'accompagnement par région

Les journées d'accompagnement seront organisées selon le programme suivant :

	Tanger-Tétouan- El Hoceima	Beni Mellal-Khénifra	Fès-Meknès	Marrakech-Safi
Nombre de groupes*	3 groupes	3 groupes	3 groupes	3 groupes
Nombre de personnes par groupe	20 personnes	20 personnes	20 personnes	20 personnes
Planning des visites	3 journées/ groupe	3 journées/ groupe	3 journées/ groupe	3 journées/ groupe
Total de journées de visite	9 journées	9 journées	9 journées	9 journées
Programme de visite des deux premières journées	Visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences	Visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences	Visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences	Visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences
Programme de la troisième journée	Atelier de conseil agricole et réseautage	Atelier de conseil agricole et réseautage	Atelier de conseil agricole et réseautage	Atelier de conseil agricole et réseautage

*les groupes sont formés à partir des listes des agriculteurs potentiels identifiés pour le programme d'accompagnement sur le terrain en coordination avec les conseillers de l'ONCA dans les quatre régions pilotes du projet.

L'évènement des sessions de sensibilisation se déroulera en 2 journées de visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences au niveau du centre régional de la recherche agronomique (INRA) de Kénitra et la troisième journée sera organisée ultérieurement dans les centres de conseil agricole de l'ONCA et ne suivra pas directement les deux journées de visites à Kénitra. Les dates exactes seront communiquées avec les experts lors de la réunion de démarrage de la présente prestation. Une agence de voyage prendra en charge la logistique des agriculteurs et des experts des quatre régions vers Kénitra selon la configuration suivante :

	Première Journée INRA-Kénitra	Deuxième Journée INRA-Kénitra	Troisième journée CCA-ONCA Régional
Matin	- Départ des agriculteurs avec l'expert(e) régional chargé du groupe à Kénitra	- Déroulement de la session d'accompagnement avec l'expert(e) régional	- Atelier de conseil agricole et réseautage au niveau de la région de chaque groupe avec l'expert(e) régional
Après-midi	- Déroulement de la session d'accompagnement avec l'expert(e) régional	- Déroulement de la session d'accompagnement avec l'expert(e) régional	- Atelier de conseil agricole et réseautage au niveau de la région de chaque groupe avec l'expert(e) régional
Soir	-Nuitée à Kénitra	-Retour à la région de chaque groupe	Fin de la mission

6. Profil des experts

Pour réaliser cette mission, nous faisons appel à un bureau d'étude pour former une équipe constituée de 5 profils : Un team leader et 4 experts (5 CV).

6.1. Team Leader

Missions

- L'expert(e) assurera la coordination entre les experts(es) dans chacune des régions, l'équipe du projet DeveloPPP-Green Jobs, l'ONCA et l'agence de voyage.
- Il/elle assurera la préparation des sessions et le planning de déroulement par région en concertation avec l'équipe du projet DeveloPPP-Green Jobs.
- Il/elle assurera le bon déroulement des sessions d'accompagnement avec le respect des termes de références de la présente mission.
- Il/elle partagera le calendrier des interventions et le détail de chaque mission avant son exécution.
- Il/Elle présentera les états d'avancement hebdomadaires (en réunion ou par envoi d'email) au conseiller technique responsable du projet DeveloPPP-Green Jobs.
- Il/elle centralise toutes les informations relatives au déroulement des sessions d'accompagnement et constitue à fur et à mesure les guides de suivi dans chaque région concernée par le projet.
- Il/Elle assurera la rédaction des livrables sur la base des rapports et comptes rendus détaillés de chaque expert(e) par région.

Qualifications (point 2.1.1 du schéma d'évaluation) : Diplôme Bac+5 en agronomie, sciences agricoles, production végétale, environnement ou équivalent.

Expérience professionnelle générale (point 2.1.3 du schéma d'évaluation): 15 ans d'expériences prouvées dans la coordination et la conduite des sessions de sensibilisation et organisation de population locale, assistance technique des coopératives et agriculteurs et appui à la création des activités génératrices de revenu dans les milieux ruraux.

Expérience professionnelle spécifique (point 2.1.4 du schéma d'évaluation) : 7 ans dans le domaine de création/structuration des filières agricoles, chaînes de valeur résiliente, emplois verts dans le milieu rurale et développement durable.

Expérience régionale/connaissance du pays (point 2.1.6 du schéma d'évaluation): 2 ans d'expériences de travail sur des projets similaires dans les régions concernées par la présente mission.

Connaissances en langues (point 2.1.2 du schéma d'évaluation)

- Niveau C2 en Français
- Niveau B2 en Anglais
- Niveau C2 en Arabe

6.2. Expert (e) 1 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Béni Mellal-Khénifra

Missions

- Organiser les agriculteurs et veiller sur le bon déroulement des sessions d'accompagnement en coordination avec les autres équipes : les conseillers de l'ONCA et l'agence de voyage.
- Coordonner avec le (a) team leader de la présente mission pour une meilleure organisation sur le terrain.
- Élaborer un plan d'accompagnement adapté aux besoins des agriculteurs de la région de Beni Mellal-Khénifra.
- Animer les sessions d'accompagnement et de conseil sur la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones selon une approche participative et interactive
- Fournir un conseil personnalisé aux agriculteurs et bénéficiaires des sessions d'accompagnement pour les aider à maîtriser l'ensemble des maillons de la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones.
- Fournir la liste des participants, les rapports réguliers sur les progrès réalisés et les recommandations d'amélioration.
- Élaborer un rapport détaillé sur le déroulement des sessions d'accompagnement, les résultats, l'évaluation de l'apprentissage des agriculteurs et les recommandations.

Qualifications (point 2.2.1 du schéma d'évaluation) Diplôme Bac+5 en agronomie, en sciences agricoles, environnement, agroéconomie ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle générale (point 2.2.3 du schéma d'évaluation): 15 ans d'expériences dans le conseil agricole, la formation des agriculteurs et l'assistance technique des agriculteurs et coopératives.

Expérience professionnelle spécifique (point 2.2.4 du schéma d'évaluation): 7 ans dans le domaine d'accompagnement des agriculteurs autour des filières agricoles, chaînes de valeur résilientes, emplois verts dans le milieu rural et développement durable.

Expérience régionale/connaissance du pays (point 2.2.6 du schéma d'évaluation): 2 ans d'expériences de travail sur des projets similaires dans la région de Béni Mellal – Khénifra

Connaissances en langues (point 2.2.2 du schéma d'évaluation)

- Niveau C2 en Français
- Niveau B2 en Anglais
- Niveau C2 en Arabe

6.3. Expert (e) 2 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Marrakech-Safi

Missions

- Organiser les agriculteurs et veiller sur le bon déroulement des sessions d'accompagnement en coordination avec les autres équipes : les conseillers de l'ONCA et l'agence de voyage.
- Coordonner avec le (a) Team leader de la présente mission pour une meilleure organisation sur le terrain.
- Élaborer un plan d'accompagnement adapté aux besoins des agriculteurs de la région de Marrakech-Safi.
- Animer les sessions d'accompagnement et de conseil sur la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones selon une approche participative et interactive
- Fournir un conseil personnalisé aux agriculteurs et bénéficiaires des sessions d'accompagnement pour les aider à maîtriser l'ensemble des maillons de la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones.
- Fournir la liste des participants, les rapports réguliers sur les progrès réalisés et les recommandations d'amélioration.
- Élaborer un rapport détaillé sur le déroulement des sessions d'accompagnement, les résultats, l'évaluation de l'apprentissage des agriculteurs et les recommandations.

Qualifications (point 2.3.1 du schéma d'évaluation) Diplôme Bac+5 en agronomie, en sciences agricoles, environnement, agroéconomie ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle générale (point 2.3.3 du schéma d'évaluation): 15 ans d'expériences dans le conseil agricole, la formation des agriculteurs et l'assistance technique des agriculteurs et coopératives.

Expérience professionnelle spécifique (point 2.3.4 du schéma d'évaluation) : 7 ans dans le domaine d'accompagnement des agriculteurs autour des filières agricoles, chaînes de valeur résilientes, emplois verts dans le milieu rural et développement durable.

Expérience régionale/connaissance du pays (point 2.3.6 du schéma d'évaluation) : 2 ans d'expériences de travail sur des projets similaires dans la région de Marrakech-Safi.

Connaissances en langues (point 2.3.2 du schéma d'évaluation)

- Niveau C2 en Français
- Niveau B2 en Anglais
- Niveau C2 en Arabe

6.4. Expert (e) 3 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Fès – Meknès

Missions

- Organiser les agriculteurs et veiller sur le bon déroulement des sessions d'accompagnement en coordination avec les autres équipes : les conseillers de l'ONCA et l'agence de voyage.
- Coordonner avec le (a) Team leader de la présente mission pour une meilleure organisation sur le terrain.
- Élaborer un plan d'accompagnement adapté aux besoins des agriculteurs de la région de Fès-Meknès.
- Animer les sessions d'accompagnement et de conseil sur la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones selon une approche participative et interactive
- Fournir un conseil personnalisé aux agriculteurs et bénéficiaires des sessions d'accompagnement pour les aider à maîtriser l'ensemble des maillons de la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones.
- Fournir la liste des participants, les rapports réguliers sur les progrès réalisés et les recommandations d'amélioration.
- Élaborer un rapport détaillé sur le déroulement des sessions d'accompagnement, les résultats, l'évaluation de l'apprentissage des agriculteurs et les recommandations.

Qualifications (point 2.4.1 du schéma d'évaluation) Diplôme Bac+5 en agronomie, en sciences agricoles, environnement, agroéconomie ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle générale (point 2.4.3 du schéma d'évaluation): 15 ans d'expériences dans le conseil agricole, la formation des agriculteurs et l'assistance technique des agriculteurs et coopératives.

Expérience professionnelle spécifique (point 2.4.4 du schéma d'évaluation): 7 ans dans le domaine d'accompagnement des agriculteurs autour des filières agricoles, chaînes de valeur résilientes, emplois verts dans le milieu rural et développement durable.

Expérience régionale/connaissance du pays (point 2.4.6 du schéma d'évaluation): 2 ans d'expériences de travail sur des projets similaires dans la région de Fès-Meknès.

Connaissances en langues (point 2.4.2 du schéma d'évaluation)

- Niveau C2 en Français
- Niveau B2 en Anglais
- Niveau C2 en Arabe

6.5. Expert (e) 4 : Conseiller(ère) agricole dans la région de Tanger – Tétouan – El Hoceima

Missions

- Organiser les agriculteurs et veiller sur le bon déroulement des sessions d'accompagnement en coordination avec les autres équipes : les conseillers de l'ONCA et l'agence de voyage.
- Coordonner avec le (a) Team leader de la présente mission pour une meilleure organisation sur le terrain.
- Élaborer un plan d'accompagnement adapté aux besoins des agriculteurs de la région de Tanger-Tétouan-El Hoceima.
- Animer les sessions d'accompagnement et de conseil sur la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones selon une approche participative et interactive
- Fournir un conseil personnalisé aux agriculteurs et bénéficiaires des sessions d'accompagnement pour les aider à maîtriser l'ensemble des maillons de la nouvelle chaîne de valeur des semences autochtones.
- Fournir la liste des participants, les rapports réguliers sur les progrès réalisés et les recommandations d'amélioration.
- Élaborer un rapport détaillé sur le déroulement des sessions d'accompagnement, les résultats, l'évaluation de l'apprentissage des agriculteurs et les recommandations.

Qualifications (point 2.5.1 du schéma d'évaluation) Diplôme Bac+5 en agronomie, en sciences agricoles, environnement, agroéconomie ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle générale (point 2.5.3 du schéma d'évaluation): 15 ans d'expériences dans le conseil agricole, la formation des agriculteurs et l'assistance technique des agriculteurs et coopératives.

Expérience professionnelle spécifique (point 2.5.4 du schéma d'évaluation): 7 ans dans le domaine d'accompagnement des agriculteurs autour des filières agricoles, chaînes de valeur résilientes, emplois verts dans le milieu rural et développement durable.

Expérience régionale/connaissance du pays (point 2.5.6 du schéma d'évaluation): 2 ans d'expériences de travail sur des projets similaires dans la région de Tanger – Tétouan- El Hoceima.

Connaissances en langues (point 2.5.2 du schéma d'évaluation)

- Niveau C2 en Français
- Niveau B2 en Anglais
- Niveau C2 en Arabe

7. Chronogramme d'exécution

7.1. Phase de préparation

Mois	Région	Intervenant	Tâches	J/H	Total J/H
Octobre 2024		Team leader		3	3
			-Préparation des programmes, outils de travail, calendrier et contenus des sessions d'accompagnement par région et pour chaque expert (e) en coordination avec les conseillers de l'ONCA de chaque région.		
	Beni Mellal-Khénifra	Expert (e) 1	-Préparation des sessions d'accompagnement et coordination avec les agriculteurs et l'agence de voyage.	2	2
	Marrakech-Safi	Expert (e) 2		2	2
	Fès-Meknès	Expert (e) 3		2	2
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	Expert (e) 4	2		2	
			-Contact et fixation des rendez-vous avec les agriculteurs.		
Total				11	11

7.2. Phase de mise en œuvre

Mois	Région	Intervenant	Tâches	J/H	Total J/H
Octobre à novembre 2024	Beni Mellal-Khénifra	Expert (e) 1	-Conduite des sessions d'accompagnement dans les quatre régions	9	9
	Marrakech-Safi	Expert (e) 2		9	9
	Fès-Meknès	Expert (e) 3		9	9
	Tanger-Tétouan-Al Hoceima	Expert (e) 4		9	9
Total				36	36

7.3. Phase d'évaluation et synthèse

Mois	Région	Intervenant	Tâches	J/H	Total J/H
		Team leader	-Synthèse et rédaction des livrables de la mission.	3	3
Novembre 2024	Beni Mellal-Khénifra	Expert (e) 1		1	1
	Marrakech-Safi	Expert (e) 2	-Evaluation de déroulement des sessions d'accompagnement et partage des comptes rendus avec le (la) Team leader	1	1
	Fès-Meknès	Expert (e) 3		1	1
	Tanger-Tétouan-Al Hoceima	Expert (e) 4		1	1
Total				7	7

7.4. Détail des déplacements des experts

1. Les deux journées de visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences :

Chaque expert (e) régional est appelé à effectuer des déplacements depuis son lieu de domicile vers le point de rencontre avec l'agence de voyage, par la suite, ils prendront départ pour récupérer les agriculteurs des communes de chaque région.

2. La journée de l'atelier de conseil agricole et réseautage

Chaque expert(e) effectuera un déplacement par journée dans sa région pour conduire l'ateliers de conseil agricole au niveau des CCA de l'ONCA avec le même groupe des agriculteurs formés sur les plateformes de multiplication des semences autochtones

Missions	Intervenant	Lieu de départ	Lieu de rencontre	Lieu de fin de la mission
	Team leader	Aucun déplacement n'est prévu		
Visite et formation sur les plateformes de multiplication des semences autochtones	Expert (e) 1	Beni Mellal-Khénifra	Agence de voyage au centre de la région de Beni Mellal-Khénifra	Agence de voyage au centre de la région de Beni Mellal-Khénifra
	Expert (e) 2	Marrakech-Safi	Agence de voyage au centre de la région de Marrakech-Safi	Agence de voyage au centre de la région de Marrakech-Safi

S
M

	Expert (e) 3	Fès-Meknès	Agence de voyage au centre de la région de Fès-Meknès	Agence de voyage au centre de la région de Fès-Meknès
	Expert (e) 4	Tanger-Tétouan-Al Hoceima	Agence de voyage au centre de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima	Agence de voyage au centre de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima
Atelier de conseil agricole et réseautage	Team leader	Aucun déplacement n'est prévu		
	Expert (e) 1	Beni Mellal-Khénifra	CCA de l'ONCA de Beni Mellal-Khénifra	CCA de l'ONCA de Beni Mellal-Khénifra
	Expert (e) 2	Marrakech-Safi	CCA de l'ONCA de Marrakech-Safi	CCA de l'ONCA de Marrakech-Safi
	Expert (e) 3	Fès-Meknès	CCA de l'ONCA de Fès-Meknès	CCA de l'ONCA de Fès-Meknès
	Expert (e) 4	Tanger-Tétouan-Al Hoceima	CCA de l'ONCA de Tanger-Tétouan-Al Hoceima	CCA de l'ONCA de Tanger-Tétouan-Al Hoceima

8. Livrables attendus

Les livrables attendus de la présente mission sont les suivants :

Activités	Livrables	Deadline
Livrable N°1 (Format Word)	Programmes détaillés des sessions d'accompagnement dans chaque région qui contient les éléments suivants : 1.Planning de déroulement des sessions pour chaque groupe d'agriculteur dans chaque région, 2.Démarche d'organisation des agriculteurs et les itinéraires de voyage pour chaque groupe, 3.Calendrier d'intervention pour chaque expert (e) par région, 4. Contenu/guide des sessions d'accompagnement et les axes de formation qui sera conduite sur le terrain, 5. Outils de suivi et d'évaluation des sessions d'accompagnement.	20 Octobre 2024

<p>Livrable N°2 (Format Word)</p>	<p>Rapport d'évaluation et de synthèse des sessions par région. Chaque rapport comprend les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les résultats de préparation, de coordination et de conduite sur le terrain des sessions d'accompagnement pour les groupes de chaque région, 2. Taux de participation des agriculteurs (hommes/femmes/jeunes) dans les journées par région, 3. Niveau d'apprentissage : comparaison entre le niveau des connaissances des agriculteurs avant et après l'accompagnement (fiches d'évaluations pré et post-sessions) 3. Questions soulevées, remarques, visions et recommandations des agriculteurs, 4. Listes des données agricoles pour chaque agriculteur de chaque région à savoir : le nombre d'ha, ressources en eau, facteurs de productions, mécanisation... 5. Soucis et défis soulevés des agriculteurs dans l'intégration de cette chaine de valeur, 6. Synthèse et recommandations des experts pour chaque région sur les résultats des sessions d'accompagnement. 7. Annexes à joindre dans ce livrable : <ul style="list-style-type: none"> -Listes de présences, -Programmes et calendrier pour les groupes de chaque région - Itinéraires des groupes pour chaque région: -Fiches d'évaluation - Médiathèque à savoir prise de photo et de vidéo pour les groupes de chaque région, 	<p>30 novembre 2024</p>
--	--	-------------------------

9. Durée de la mission

Le prestataire de la mission dispose d'un budget maximum de **54 H/j pour les interventions au niveau du terrain** et la mission s'étalera sur **une période du 01 Octobre au 30 novembre 2024**. La répartition des jours de travail est comme suit :

Intervenants	Tâches	H/J
Team leader	Coordination de la mission et rédaction des livrables	6
Expert (e) 1	Accompagnement des agriculteurs sur la chaine de valeur des semences autochtones dans la région de Beni Mellal-Khénifra	12
Expert (e) 2	Accompagnement des agriculteurs sur la chaine de valeur des semences autochtones dans la région de Marrakech-Safi	12

Expert (e) 3	Accompagnement des agriculteurs sur la chaîne de valeur des semences autochtones dans la région de Fès-meknès	12
Expert (e) 4	Accompagnement des agriculteurs sur la chaîne de valeur des semences autochtones dans la région de Tanger-Tétouan-El Hociema	12

10. Dossier de soumission

Le mandataire doit fournir les éléments suivants :

- **UNE OFFRE TECHNIQUE**, un document suffisamment détaillé du déroulement de chacune des missions accompagnées **des attestations de références qui justifient l'expérience professionnelle** pour des missions similaires, y compris :
 - Une approche méthodologique accompagnés d'une présentation des approches/outils/instruments proposés pour la mission (point 1.1.2 du schéma d'évaluation technique),
 - Un chronogramme d'exécution détaillé (point 1.4.1 du schéma d'évaluation technique)
 - La compréhension des TDRs sera à son tour évaluer (point 1.1.1 du schéma d'évaluation technique),
 - Le CV soulignant leur conformité aux termes de références (point 2 du schéma d'évaluation technique),
- **UNE OFFRE FINANCIÈRE** exprimée en DH/H/J conforme aux tableaux de l'annexe 1 (y intégrer les frais liés aux missions de terrain selon les barèmes de la GIZ)

11. Evaluation des offres

Le dossier technique (CV + la conception) et l'offre financière seront évalués à partir d'une proportion de 70% et 30% respectivement.

12. Contrôle et suivi de la mission

Le prestataire est tenu de notifier au conseiller technique de la GIZ chargé du suivi de la mission, tout aspect susceptible d'affecter les résultats et/ou le bon déroulement de sa mission.

La coordination sur le terrain (niveau régional) est assurée par les conseiller.e.s techniques régionaux de la GIZ. Les fiches de suivi (temps de travail) des missions sur le terrain doivent être validées par ces mêmes conseiller.e.s techniques régionaux.

13. Confidentialité

Le prestataire est tenu de respecter une stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction/ diffusion

Handwritten signature or mark in the bottom right corner.

de tout ou partie des rapports de mission n'est admise sans autorisation écrite préalable de la GIZ). Tout manquement au respect de cette clause entraînera une interruption immédiate de la mission. Cette stricte confidentialité reste de règle, sans limitation, après la fin de mission.

14. Annexe 1 : modèle pour le tableau de calcul de votre offre financière

Nous vous remercions de nous transmettre votre proposition financière sous le format d'un devis en bonne et due forme avec entête, pied de page, cachet et signature et prière de détailler les frais de déplacement qui sont liée au repas, l'hébergement & transport selon les taux journaliers de l'annexe 1 des TDRs :

Désignations	CU (1)	Nombre de jour (2)	Total HT (1)x (2)
Honoraires journaliers Team leader		6	
Honoraires journaliers expert 1		12	
Honoraires journaliers expert 2		12	
Honoraires journaliers expert 3		12	
Honoraires journaliers expert 4		12	
Frais de déplacements			
Per Diem Repas 1	351,00 dh		
Per Diem Repas 2 (Jour de l'aller à jour du retour)	234,00 dh	36	
Indemnité kilométrique de transport / km parcouru	2,00 dh/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord	2000	
Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture	400,00 dh / nuitée	12	
Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture	Jusqu'à 1200,00 dh / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles		
		TOTAL HT	
		TVA EN %	

	TOTAL TTC	
Montant en toutes lettres :		
.....		
.....		

- Merci de noter que le taux de vos honoraires devrait être validé par notre bureau GIZ selon le taux maximum autorisé par la grille GIZ pour les honoraires journaliers.
- Pour le remboursement de vos frais de transport, le cas où vous choisissez de facturer vos indemnités kilométriques à 2.00dh /km parcouru, vous devez obligatoirement détailler sur votre offre les destinations et trajets (aller-retour) avec le nombre de kilométrage prévu pour chaque trajet.

Les taux de per diem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

- 234,00 dh per diem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller et 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh Per Diem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergement, (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- Pour les nuitées il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif, soit choisir le taux de 1200,00 dh max avec présentation de la facture d'hôtel.
- Pour les frais de transport, c'est 2dh / km parcouru sur présentation de feuille de route (Carnet de bord + tickets d'autoroute) ou contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).

Pour le calcul de l'impôt sur le revenu IR, merci de noter que :

- Pour activer le paiement, le/la consultant/e doit obligatoirement fournir son numéro de patente/Identifiant Fiscal IF, l'Identifiant commun de l'entreprise ICE et remettre une facture commerciale.
- Dans le cas où le/la consultante n'est pas patenté, le paiement de l'impôt sur le revenu IR sera prélevé à la source par le bureau GIZ Maroc soit 30%, le consultant devra fournir une facture selon le modèle GIZ.
- En ce qui concerne les consultants nationaux fonctionnaires de la fonction publique, le/la consultant/e doit absolument fournir l'autorisation de sa hiérarchie et la GIZ paiera seulement 50% de son taux d'honoraire et appliquera une retenue à la source de l'impôt sur le revenu IR de 30%.
- L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

de tout ou partie des rapports de mission n'est admise sans autorisation écrite préalable de la GIZ). Tout manquement au respect de cette clause entraînera une interruption immédiate de la mission. Cette stricte confidentialité reste de règle, sans limitation, après la fin de mission.

14. Annexe 1 : modèle pour le tableau de calcul de votre offre financière

Nous vous remercions de nous transmettre votre proposition financière sous le format d'un devis en bonne et due forme avec entête, pied de page, cachet et signature et prière de détailler les frais de déplacement qui sont liée au repas, l'hébergement & transport selon les taux journaliers de l'annexe 1 des TDRs :

Désignations	CU (1)	Nombre de jour (2)	Total HT (1)x (2)
Honoraires journaliers Team leader		6	
Honoraires journaliers expert 1		12	
Honoraires journaliers expert 2		12	
Honoraires journaliers expert 3		12	
Honoraires journaliers expert 4		12	
Frais de déplacements			
Per Diem Repas 1	351,00 dh		
Per Diem Repas 2 (Jour de l'aller à jour du retour)	234,00 dh	36	
Indemnité kilométrique de transport / km parcouru	2,00 dh/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord	2000	
Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture	400,00 dh / nuitée	12	
Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture	Jusqu'à 1200,00 dh / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles		
		TOTAL HT	
		TVA EN %	

	TOTAL TTC	
Montant en toutes lettres :		

- Merci de noter que le taux de vos honoraires devrait être validé par notre bureau GIZ selon le taux maximum autorisé par la grille GIZ pour les honoraires journaliers.
- Pour le remboursement de vos frais de transport, le cas où vous choisissez de facturer vos indemnités kilométriques à 2.00dh /km parcouru, vous devez obligatoirement détailler sur votre offre les destinations et trajets (aller-retour) avec le nombre de kilométrage prévu pour chaque trajet.

Les taux de per diem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

- 234,00 dh per diem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller et 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh Per Diem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergement, (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- Pour les nuitées il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif, soit choisir le taux de 1200,00 dh max avec présentation de la facture d'hôtel.
- Pour les frais de transport, c'est 2dh / km parcouru sur présentation de feuille de route (Carnet de bord + tickets d'autoroute) ou contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).
- L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

1 Responsable du marché		Intitulé du projet :	« Création d'emplois par le verdissement du secteur des transports au Maroc DevetoPPP Green Jobs «PRO ADM MARROKO» »	Numéro de projet :	12.1003.8.428.01
2 Évaluation commerciale		Objet de l'appel d'offres (prestation) :	Accompagnement des agriculteurs dans la multiplication des semences autochtones dans les régions de Fes-Meknès, Marrakech-Safi, Beni-Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan-El Hociema	Numéro de contrat :	
3 Évaluation technique					
4					

#REF! (ce chiffre augmente automatiquement dès lors que des données sont saisies aux pages 2-4)

	Candidat / soumissionnaire 1	Candidat / soumissionnaire 2	Candidat / soumissionnaire 3	Candidat / soumissionnaire 4	Candidat / soumissionnaire 5
--	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

6 Partie A : Informations générales (toutes procédures)

7 I. Évaluation de l'aptitude commerciale						
8	Motifs d'exclusion obligatoires conformément à l'art. 123 de la loi GWB	NON APPLICABLE				
9	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 1 de la loi GWB					
10	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 2 de la loi GWB					
11	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 22 LKSG					
12	Justificatif d'inscription au registre					
13	Pour les candidatures / soumissions d'offres collectives : déclaration de candidature / soumission d'offre collective	NON APPLICABLE				
14	Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :	Au moins 200000 MAD				
15	Nombre moyen de salariés e-s (employé e-s et cadres de direction) sur les trois dernières années civiles :	Au moins 2 personnes				
16	Résultat					
17	II. Évaluation de l'aptitude technique					
18	L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de :					
19		100000 MAD				
20	Au moins	1 projet de référence dans le domaine	Accompagnement des agriculteurs dans les chaînes de valeur vertes			
21	et au moins	projet de référence	Fes-Meknès , Marrakech Safi, Beni-Mellal Khénifra Tanger-Tétouan El Hociema	au cours des 3 dernières années.		
22	Résultat					
23	Résultat global des évaluations commerciale et technique					

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

Pour l'évaluation technique :

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

Pour l'évaluation commerciale :

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

9

12

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
- Appel d'offres public**

Numéro de contrat :

Sommaire

Numéro de contrat :	1
Renseignements relatifs au soumissionnaire ou à l'entreprise fondée de pouvoir d'un consortium / groupement :	1
Renseignements à fournir uniquement pour les sociétés de personnes (y compris les consultant-e-s individuel-le-s)	2
Rubrique réservée aux personnes morales	4
Rubrique réservée aux consortiums / groupements	4
Performance économique et financière	5
Performance technique	5
Récapitulatif des projets de référence	6
Déclaration d'intégrité	7
Primauté des règles propres de la GIZ	8

Je déclare / Nous déclarons par la présente :

Renseignements relatifs au soumissionnaire ou à l'entreprise fondée de pouvoir d'un consortium / groupement : NON APPLICABLE

Nom :	
Rue	
Code postal et localité	
Nom de la banque	
Nom du titulaire du compte	
IBAN	
BIC	
N° fiscal	
Personne à contacter en cas de question :	
E-mail :	
Téléphone :	

Handwritten initials

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

Renseignements à fournir uniquement pour les sociétés de personnes (y compris les consultant·e·s individuel·le·s) NON APPLICABLE

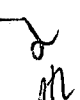
Veillez joindre sous forme de fichier séparé une copie de votre passeport ou de votre carte d'identité.

Nom de naissance	
Lieu de naissance	
Date de naissance	
Je suis ou j'ai été employé·e dans la fonction publique	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, mis·e en disponibilité avec maintien de ma rémunération <input type="checkbox"/> OUI, mis·e en disponibilité sans solde <input type="checkbox"/> OUI, à la retraite
Je suis ou j'ai été lié·e à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ou à l'une des organisations dont elle est issue par un contrat de travail (stage y compris). Je travaille ou j'ai travaillé comme expert·e intégré·e placé·e par le Centre pour la migration internationale et le développement (CIM). Je travaille ou j'ai travaillé comme assistant·e technique détaché·e sur la base de la loi allemande relative aux AT.	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, en tant que _____ sur la période _____ <input type="checkbox"/> OUI, retraité·e de la GIZ <input type="checkbox"/> OUI, collaborateur·rice mis·e en disponibilité
J'ai, moi-même ou une entreprise avec laquelle je suis en relation, conseillé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en amont de la présente procédure de passation, ou j'ai moi-même ou cette entreprise participé d'une autre façon à la préparation de cette procédure.	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, de la manière suivante : _____

Par la remise de la présente déclaration d'éligibilité (veuillez cocher la case correspondant à votre cas) :

Je déclare et certifie que moins des cinq sixièmes des recettes totales que je perçois au titre de mon activité indépendante provenaient au cours des 12 derniers mois et proviendront au cours des 12 prochains mois (la date de référence étant toujours la date d'envoi de la présente déclaration) de contrats exécutés pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (variante 1).

Je déclare ne pas pouvoir exclure que plus des cinq sixièmes des recettes totales que je perçois au titre de mon activité indépendante provenaient au cours des 12 derniers mois et proviendront au cours des 12 prochains mois (la date de référence étant toujours la date d'envoi de la présente déclaration) de contrats exécutés pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. Je déclare par conséquent être d'accord pour fournir à la GIZ, à sa demande, de plus amples renseignements sur les recettes perçues au cours des



**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

12 derniers mois pour des activités salariées et indépendantes et sur celles à escompter au cours des 12 prochains mois (variante 2).

Nous tenons à souligner que le dépassement de la valeur limite des cinq sixièmes citée peut entraîner l'assujettissement complet aux assurances sociales et une responsabilité en matière d'impôt sur les salaires et que la GIZ, dans pareil cas, ne conclura pas de contrat. Si vous déclarez faussement que vous avez perçu au cours des 12 derniers mois et que vous percevrez au cours des 12 prochains mois moins des cinq sixièmes de vos recettes professionnelles totales d'une activité avec la GIZ (variante 1) ou si vous fournissez de faux renseignements à la GIZ sur ce point (variante 2), vous vous exposez à être poursuivi-e en dommages et intérêts.

Handwritten initials

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
- Appel d'offres public**

Rubrique réservée aux personnes morales

Veillez joindre sous forme de fichier séparé une copie de l'extrait du registre du commerce ou de l'extrait de registre en cours de validité datant de moins de 6 mois. Dans le cas d'un consortium ou d'un groupement, veuillez joindre un extrait pour chacun des membres.

N° de registre du commerce / autre numéro d'enregistrement de l'entreprise :	
Juridiction / autorité compétente	
<p>Un-e expert-e proposé-e est ou a été lié-e à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ou à l'une des organisations dont elle est issue par un contrat de travail (stage y compris). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme expert-e intégré-e placé-e par le Centre pour la migration internationale et le développement (CIM). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme assistant-e technique détaché-e sur la base de la loi allemande relative aux AT.</p>	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, en tant que _____ sur la période _____ <input type="checkbox"/> OUI, retraité-e de la GIZ <input type="checkbox"/> OUI, collaborateur-riche mis-e en disponibilité
<p>Un-e expert-e proposé-e ou une entreprise avec laquelle l'expert-e est en relation a conseillé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en amont de la présente procédure de passation ou a participé d'une autre façon à la préparation de cette procédure.</p>	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, de la manière suivante : _____

Rubrique réservée aux consortiums / groupements NON APPLICABLE

Veillez joindre sous forme de fichier séparé la déclaration de consortium ou de groupement (déclaration de groupement momentané d'entreprises) signée par tous ses membres. Si vous remettez la présente déclaration en tant que consortium ou groupement, les renseignements demandés doivent être fournis pour chacun des membres.

Nom, adresse	
Nom, adresse	
Nom, adresse	

*J
M*

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

Performance économique et financière

Chiffres clés de l'entreprise

Votre chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos atteint-il (chaque année) au minimum **200 000 MAD** net ?

- oui
 non

Le nombre d'employé·e·s au 31 décembre de l'année précédente atteint-il au moins **2** personnes ?

- oui
 non

Performance technique

L'aptitude technique doit être démontrée sur la base d'un maximum de 10 projets de référence. Veuillez reporter dans le tableau « Récapitulatif des projets de référence » les indications pertinentes relatives aux trois dernières années conformément aux critères requis. Veuillez noter que cette limitation à 10 projets de référence maximum s'applique aussi aux groupements momentanés d'entreprise. Les candidats ne répondant pas à ces critères minimaux seront considérés comme non aptes et écartés des étapes suivantes de la procédure.

Conditions minimales requises relativement aux références

L'évaluation de l'aptitude est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de **100 000 MAD** par projet.

Au moins **1** projet(s) de référence dans le domaine de **Accompagnement des agriculteurs dans les chaînes de valeur vertes**

Nous déclarons par la présente :

La condition minimale concernant les projets de référence dans le domaine demandé est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° _____ du tableau.

La condition minimale concernant les projets de référence dans la région demandée est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° _____ du tableau.

2

giz

**Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés
d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure
de l'UE – Appel d'offres public**

Récapitulatif des projets de référence (indiquer uniquement des projets de référence dont le volume minimum correspond aux « Conditions minimales requises relativement aux références »)

N°	Intitulé du projet	Committant	Période	Montant du marché en euros MAD	Pays	Région / pays	Expérience technique	Financement par l'APD ¹ (oui/non)	Description du projet (brève présentation du contenu de l'action)
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

¹ Indiquer « oui » pour l'APD (aide publique au développement) lorsque le projet de référence a été financé à au moins 50 % par des fonds issus de l'APD.

m

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

Déclaration d'intégrité

§ 1 Déclarations de la GIZ

En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable et œuvre aussi au niveau mondial dans le domaine de l'éducation internationale. Guidée par sa vision du développement durable, la GIZ tient compte d'aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques dans toutes ses actions. Dans ce contexte, les principes d'intégrité, de participation, de transparence et de responsabilité sont pour l'entreprise les piliers essentiels d'une prévention efficace de la corruption.

La GIZ conçoit l'intégrité comme un processus vivant et en constante évolution. Allant au-delà de la lutte anti-corruption, ce processus englobe l'ancrage au sein de l'entreprise de normes, valeurs et directives, par exemple en matière de défense de l'environnement et de protection des droits humains. Le code d'intégrité de la GIZ énonce des règles de conduite claires pour les collaborateurs de l'entreprise. Leur action doit être guidée par des principes tels que l'égalité de traitement, le respect des contrats et le respect des lois, la transparence, la loyauté, la confidentialité et le travail en partenariat. Le respect de ces règles est surveillé par le comité de conformité, le conseiller en matière d'intégrité et le médiateur externe.

Si la GIZ a connaissance de comportements passibles de sanctions pénales en Allemagne et/ou à l'étranger de la part de ses collaborateurs ou d'un soumissionnaire, candidat, contractant ou sous-traitant ou si elle a des soupçons concrets à ce sujet, elle ouvrira une enquête interne et en référera au Parquet si les soupçons se confirment.

Les partenaires commerciaux, partenaires de projet, groupes cibles et le public intéressé sont invités à participer à l'élucidation de faits présumés de corruption. En cas de soupçons fondés relatifs à une violation du code d'intégrité, ils peuvent contacter le conseiller en matière d'intégrité de la GIZ ou le médiateur externe de la GIZ. Ils sont tenus d'observer la plus stricte discrétion et peuvent aussi être contactés en amont si certains points demandent des éclaircissements.

- Conseiller en matière d'intégrité de la GIZ :
Madame Carola Faller (Eschborn), tél. : +49 6196 79-3529 et
Monsieur Hans-Joachim Gante (Bonn), tél. : +49 228 4460-1557
E-mail : integrity-mailbox@giz.de
- Médiateur externe de la GIZ,
M^e Edgar Joussen, avocat, tél. : +49 30 315 18 7-0
E-mail : ombudsmann@ra-is.de
www.giz.de/ombudsmann

L'entreprise est également soumise aux dispositions du code de bonne gouvernance de l'État fédéral pour les entreprises publiques et observe ses recommandations en matière de transparence. La GIZ publie chaque année sur son site Internet un rapport sur la gouvernance de l'entreprise, dans lequel elle divulgue entre autres les rémunérations des membres du directoire. En ce qui concerne les achats, la GIZ, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, respecte scrupuleusement les prescriptions du droit des marchés publics en donnant la priorité aux appels d'offres publics et en veillant à une stricte séparation des opérations de planification, d'attribution des marchés et de décompte.

h
h

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

La GIZ est en outre régulièrement soumise à un contrôle à la fois interne et externe. En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ est contrôlée par la Cour fédérale des comptes.

§ 2 Déclarations du contractant

Le contractant déclare connaître et observer le système de valeurs et d'intégrité de la GIZ décrit plus haut. Il est tenu en particulier de respecter, dès la phase de préparation d'un contrat, les principes d'intégrité énoncés dans les Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (points 1.4, 1.5 et 1.11).

Le contractant, dans la mesure où il s'agit d'une personne morale, prendra des mesures organisationnelles afin d'instruire ses employé·e·s et ses sous-traitants des principes d'intégrité de la GIZ conformément aux points 2.1.4 et 2.4.2.1 des Conditions générales, et s'emploiera à promouvoir et contrôler le respect de ces principes. Le contractant informera ses employé·e·s et sous-traitants de ce que la GIZ a, en la personne de l'avocat M^e Edgar Jousen, mandaté pour le traitement confidentiel de cas suspects un médiateur externe qui garantit le plus strict anonymat aux personnes susceptibles d'apporter des indications utiles, en particulier sur des faits présumés de corruption.

Le contractant déclare qu'il s'abstiendra, dans le cadre de l'exécution du contrat, de passer des marchés de sous-traitance avec des personnes et entités de fiabilité douteuse.

Le contractant s'abstiendra, dans le cadre d'une procédure d'adjudication en cours, d'entrer en contact avec des personnes extérieures à l'entité de la GIZ chargée de la gestion des contrats qui sont impliquées dans cette même procédure. Le contractant sollicitera les renseignements dont il a besoin concernant la procédure d'adjudication en cours exclusivement par écrit auprès de l'unité organisationnelle compétente au sein de la GIZ, la division Achats et contrats, qui coordonne également les réponses à donner aux questions d'ordre technique. Le contractant est parfaitement conscient qu'il risque sinon d'être exclu de la compétition.

Primauté des règles propres de la GIZ

Nous nous engageons à reconnaître la primauté de toutes les clauses qui seront introduites dans la procédure de passation avec les documents du marché par le pouvoir adjudicateur (GIZ) et déclarons qu'hormis les contenus de l'offre soumise, aucun autre contenu provenant, par exemple, de contrats préliminaires ou d'autres documents, et plus particulièrement de nos propres conditions générales, ne sera intégré à l'offre.

En envoyant ce document via la place virtuelle de passation des marchés de la GIZ, je certifie / nous certifions que les informations fournies ci-dessus sont exactes et complètes.

Ma

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur supérieure aux seuils de l'UE

giz Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

UO	0	Intitulé du projet	Date	0
Responsable du marché	0	0	N° du projet	0
Évaluateur-riche	0		N° du contrat	0
Version	0		soumissionnaires 6 à 10 / 10	

(1) Critère	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 6		Saisir le soumissionnaire 7		Saisir le soumissionnaire 8		Saisir le soumissionnaire 9		Saisir le soumissionnaire 10	
		(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)
1.1 Évaluation de la conception technique et méthodologique											
1.1 Stratégie											
1.1.1 Interprétation des objectifs conformément aux TdR, réflexion critique sur le mandat défini	12%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.1.2 Description et justification de la stratégie du contractant en vue de mettre en œuvre les prestations objet de l'appel d'offres	15%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.1	27%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2 Coopération											
1.2.1 Présentation et interaction des acteurs concernés pour le domaine de responsabilité du contractant	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2.2 Concept en vue de l'établissement et de la mise en œuvre de la coopération avec les acteurs concernés	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3 Structure de pilotage											
1.3.1 Approche et procédure de pilotage des actions avec les partenaires du projet	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3.2 Description de la contribution du contractant au suivi des résultats et aux difficultés associées	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.3	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4 Processus											
1.4.1 Présentation et explication du plan d'opérations en vue de la mise en œuvre : étapes de travail, jalons, plan de déroulement	13%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4.2 Présentation et explication de l'intégration des contributions des	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.4	13%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5 Apprentissage et innovation											
1.5.1 Contribution du contractant à la gestion des connaissances du partenaire et de la GIZ	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5.2 Présentation et explication des actions entreprises par le contractant pour favoriser les effets de mise à l'échelle	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.5	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6 Gestion de projet du contractant											
1.6.1 Approche et méthode de coordination avec/dans le cadre du projet	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.2 Plan d'intervention du personnel (qui, quand, à quelles étapes) avec explications et indication des mois de spécialiste	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

7

M

6

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur supérieure aux seuils de l'UE



UO	0	Intitulé du projet	0	Date	0
Responsable du marché	0	0	N° du projet	0	
Évaluateur-riche	0		N° du contrat	0	
Version	0				

(1) Critère	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 6		Saisir le soumissionnaire 7		Saisir le soumissionnaire 8		Saisir le soumissionnaire 9		Saisir le soumissionnaire 10	
		(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)
		Missionnaires 6 à 10 / 10									
1.6.3	Concept de soutien technique du contractant (avec CV des personnes chargées du soutien technique et administratif)	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 1.6		0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.7 Autres exigences		0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1		40%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 Evaluation du personnel proposé											
2.1 Team leader (conformément aux consignes et aux critères)											
2.1.1 - Formation											
2.1.2	- Connaissances linguistiques	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.3	- Expérience professionnelle générale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.4	- Expérience professionnelle spécifique	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.5	- Expérience de direction / encadrement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.6	- Expérience régionale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.7	- Expérience dans la Copération au développement	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.8	- Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.1		8%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2 Expert-e 1 (conformément aux consignes et aux critères définis)											
2.2.1 - Formation											
2.2.2	- Connaissances linguistiques	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.3	- Expérience professionnelle générale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.4	- Expérience professionnelle spécifique	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.5	- Expérience de direction / encadrement	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.6	- Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.7	- Expérience dans la Coopération au développement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.8	- Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.2		13%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3 Expert-e 2 (conformément aux consignes et aux critères définis)											
2.3.1 - Formation											
2.3.2	- Connaissances linguistiques	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.3	- Expérience professionnelle générale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.4	- Expérience professionnelle spécifique	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.5	- Expérience de direction / encadrement	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.6	- Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.7	- Expérience dans la Coopération au développement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.8	- Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.3		13%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4 Expert-e 3 (conformément aux consignes et aux critères définis)											
2.4.1 - Formation											
2.4.2	- Connaissances linguistiques	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.3	- Expérience professionnelle générale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.4	- Expérience professionnelle spécifique	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.5	- Expérience de direction / encadrement	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.6	- Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.7	- Expérience dans la Coopération au développement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.4.8	- Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.4		13%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5 Expert-e 4 (conformément aux consignes et aux critères définis)											
2.5.1 - Formation											
2.5.2	- Connaissances linguistiques	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.3	- Expérience professionnelle générale	1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.4	- Expérience professionnelle spécifique	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.5	- Expérience de direction / encadrement	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.6	- Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.7	- Expérience dans la Coopération au développement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.5.8	- Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

672

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur supérieure aux seuils de l'UE

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

UO	0	Intitulé du projet		Date	0
Responsable du marché	0	0		N° du projet	0
Évaluateur-riche	0			N° du contrat	0
Version	0				

missionnaires 6 à 10 / 10

(1) Critère	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 6		Saisir le soumissionnaire 7		Saisir le soumissionnaire 8		Saisir le soumissionnaire 9		Saisir le soumissionnaire 10	
		(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)	(3) Points (max. 10)	(4) Évaluation (2)x(3)
Sous-total 2.5	13%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6 Pool d'ECD 1 (conformément aux consignes et aux critères)											
2.6.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.5 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.6 - Expérience dans la Coopération au développement	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.7 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.6	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7 Pool d'ECD 2 (conformément aux consignes et aux critères)											
2.7.1 - Formation	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.2 - Connaissances linguistiques	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.3 - Expérience professionnelle générale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.4 - Expérience professionnelle spécifique	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.5 - Expérience régionale	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.6 - Expérience dans la coopération au développement	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.7 - Autres	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.7	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8 Évaluation du personnel proposé pour des postes non prescrits (dans la mesure où les TdR l'autorisent)											
2.8.1 Composition et durées d'intervention suffisantes de l'équipe pour l'exécution des tâches énumérées dans le plan de déroulement et le plan d'intervention du personnel	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.2 Qualification et durées d'intervention suffisantes de l'équipe (expérience professionnelle et expérience spécifique) pour le traitement du thème 1	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.3 Qualification et durées d'intervention suffisantes de l'équipe (expérience professionnelle et expérience spécifique) pour le traitement du thème 2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 2.8	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 2	60%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 1 + 2	100%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Évaluation en %			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Rang			1,0		1,0		1,0		1,0		1,0

Je soussigné-e déclare avoir procédé à la présente évaluation de manière indépendante et en toute conscience. Je respecterai la confidentialité des informations et ne communiquerai aucun renseignement sur la procédure d'évaluation en cours.

Date, signature

7

M2